

**Participation du groupe français de l'UIP au
Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable
15 au 17 juillet 2019**

Du 15 au 17 juillet 2019 une délégation du groupe français de l'UIP a participé aux réunions du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable et aux réunions parlementaires organisées à cette occasion par l'UIP, à New-York, au siège de l'ONU. La délégation était composée de Philippe Gosselin, député (Les Républicains) de la Manche, Frédéric Marchand, sénateur (La République en Marche) du Nord, Hervé Maurey, sénateur (Union centriste) de l'Eure, président de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire du Sénat, et de Véronique Riotton, députée (La République en Marche) de Haute-Savoie. Se sont joints à la délégation Jennifer De Temmerman, députée (La République en Marche) du Nord, également membre du Groupe français de l'UIP, Fabien Gouttefarde, député (La République en Marche) de l'Eure, et Florence Provendier, députée (La République en Marche) des Hauts-de-Seine, présents à New-York au sein de la délégation française participant au Forum politique.

Le thème du Forum politique de 2019 était « *donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité* ». Le groupe des objectifs de développement durable à examiner en profondeur portera sur les objectifs suivants (y compris l'objectif 17 « Renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable » qui est examiné chaque année) :

- Objectif 4 « Assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous » ;
- Objectif 8 « Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » ;
- Objectif 10 « Réduire les inégalités dans et entre les pays » ;
- Objectif 13 « Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses effets » ;
- Objectif 16 « Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, fournir un accès à la justice pour tous et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux »

Lundi 15 juillet, la délégation a assisté au lancement du débat sur le financement des ODD puis, à 13 heures, à un séminaire sur les « quatre années de participation des pays francophones aux examens volontaires nationaux » organisé par l'Organisation internationale de la francophonie. Une enquête auprès des membres de la Francophonie a montré qu'il paraît difficile de modifier le caractère volontaire des examens nationaux, qu'il serait souhaitable d'améliorer la place réservée aux ONG dans les procédures d'évaluation et de discussion de la mise en œuvre des ODD, que si une minorité de documents officiels est établie en français (52 % des membres de l'OIF ont présenté leur examen en anglais et 39 % en français), la traduction de la documentation anglaise représenterait un coût trop élevé et l'absence de présentation d'une position en langue anglaise diminue l'impact ou le poids de cette annonce, qu'il conviendrait d'augmenter la durée du forum annuel afin de permettre aux participants de débattre véritablement des examens volontaires nationaux présentés, que la visibilité du forum est insuffisante car il faut attendre la fin du cycle de 4 ans de présentation des examens volontaires nationaux pour qu'un sommet des chefs d'État et de Gouvernement se tienne et,

enfin, que le financement accordé par l'ONU aux pays les moins avancés pour participer à ce forum est insuffisant (un billet d'avion A/R sans indemnité journalière de séjour).

De 15 à 18 heures, la délégation a participé à la réunion parlementaire organisée par l'UIP au cours de laquelle les délégations parlementaires ont débattu des inégalités et des marques de méfiance à l'égard du pouvoir politique ainsi que des contributions parlementaires au suivi et à la mise en œuvre des ODD. En fin de journée, la délégation s'est rendue à un dîner de travail offert par Son Exc. M. Nicolas de Rivière, représentant permanent de la France aux Nations Unies à New-York, à sa résidence.



Dîner à la résidence de France : Frédéric Marchand, Philippe Gosselin, Hervé Maurey, Véronique Riotton, Nicolas de Rivière, Jennifer De Temmerman, Florence Provendier, Fabien Gouttefarde.

Mardi 16 juillet, la délégation a assisté à l'ouverture du segment de haut niveau du Forum politique au cours de laquelle sont notamment intervenus Mme Inga Rhonda King, présidente du conseil économique et social des Nations Unies, M. Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies, et Mme Maria Fernanda Espinosa, présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Elle a ensuite assisté à une réunion informelle de la délégation française au forum des Nations Unies sous la direction de M. Thomas Lesueur, commissaire général au développement durable, puis s'est entretenu pendant une heure avec le commissaire général. Une réunion de travail a ensuite été organisée à son intention par Vincent Jechoux, conseiller, chef du pôle développement à la représentation permanente de la France aux Nations Unies, avec Sophie Goudiaby, chargée du climat et du développement durable, et Valérie Guillamo, chargé de l'Agenda 2030.

De 14h30 à 17h30, Philippe Gosselin et Frédéric Marchand ont participé à un séminaire parlementaire restreint organisé par l'UIP et le PNUD sur « l'outil parlementaire d'auto-évaluation des ODD ».

À 18h00, la délégation s'est enfin rendue à la réception offerte par l'ambassadeur représentant permanent de la France à l'occasion de la fête du 14 juillet, à l'intention du corps diplomatique présent aux Nations Unies, au consulat général de France, en présence de Mme Anne-Claire Legendre, consule générale.

Mercredi 17 juillet, à 8h00, la délégation a participé à l'évènement parallèle organisé par la France, la Commission européenne, l'Espagne et le Mexique sur le thème « réduire les

inégalités par la promotion d'une transition juste et inclusive avec une action sur le climat ambitieuse ». Cette réunion a été introduite par M. Jeffrey Sachs, économiste, professeur aux universités de Harvard et Columbia, qui a estimé qu'il était trop tard pour stopper le changement climatique car tous les pays devraient atteindre la neutralité carbone en 2050 pour stabiliser l'augmentation moyenne de la température à 1,5° C. La France a une position de leader et l'Union européenne montre la voie à suivre mais il faudrait arrêter toutes les centrales à charbon du monde avant 2050 ainsi que tous les investissements dans le pétrole pour atteindre cet objectif. Le marché laissé à lui seul ne parviendra pas à réaliser l'objectif de plafonnement de la hausse de la température moyenne, même par une fixation d'un prix du carbone ; une planification étatique ou supranationale est indispensable : tout nouvel investissement productif devrait être régulé. Par ces moyens, l'objectif de zéro émission en 2050 serait, selon le M. Sachs, atteignable. M. Neven Mimica, commissaire européen au développement, a développé une vision plus modérée et pragmatique, et M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement, a fait valoir l'importance des soutiens publics aux investissements de développement durable, notamment eu égard à leur effet de levier sur les investissements privés ou locaux.

À 10 heures, la délégation s'est entretenue avec la délégation parlementaire israélienne sur la façon dont les parlements intègrent les ODD dans leur travail (une résolution de la Knesset a imposé en 2019 à tous les ministères d'intégrer les ODD dans leurs actions, des députés étant chargés de suivre la mise en œuvre de cette résolution) et sur les méthodes de présentation des budgets au regard des ODD et des questions de genre (chaque département ministériel doit contenir une présentation selon un critère de genre). À 11h20, une réunion sur les mêmes thèmes a été organisée avec la délégation parlementaire allemande (un conseil consultatif sur les ODD - *Parlamentarischer Beirat für nachhaltige Entwicklung* - créé en 2004 où tous les partis sont représentés par un ou deux députés examine tous les textes soumis au Bundestag et les évalue au regard des ODD quelques jours avant leur passage en séance publique ; ce conseil est cependant peu efficace car il intervient au dernier stade de la procédure sans force contraignante et selon un processus de décision par consensus ; aucun indicateur ODD n'existe dans le budget de l'État allemand).

Après le déjeuner et un entretien informel avec M. Thomas Lesueur, commissaire général au développement durable, la délégation a été reçue pendant une heure par M. Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix. Un tour d'horizon des 14 opérations de maintien de la paix a été fait en relevant les défis auxquels est confrontée l'ONU (sentiment d'inefficacité depuis quarante ans, accroissement de la dangerosité des missions, protection de centaines de milliers de civils à assurer). Des résultats tangibles ont été obtenus en Côte d'Ivoire, au Liberia, au Cambodge, au Timor Est, au Mozambique, etc. et en beaucoup de lieux le retrait des casques bleus aurait des effets désastreux sur le maintien même des États. L'ONU a engagé une « *action for peace keeping* » afin de répondre à ces défis ; elle vise à améliorer la performance des hommes et des matériels, à améliorer les partenariats avec les membres des Nations Unies afin d'avoir une prise de conscience générale des problèmes et des solutions, à donner le primat au traitement politique des situations (notamment en faisant appel aux organisations régionales), en développant les partenariats avec les États pour répondre aux besoins du terrain, en veillant à l'image et à la discipline des forces des Nations Unies. Le budget du département a baissé de 19 % en quatre ans ; des efforts d'efficacité ont été accomplis. Les décisions en matière de maintien de la paix restent cependant relativement consensuelles au sein du Conseil de sécurité, les mandats des casques bleus étant reconduits sans trop de difficulté.

Après cet entretien, la délégation a assisté à la présentation d'examens volontaires nationaux (Tchad, Israël, Timor Est).

—*—